



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

PRÉFECTURE

Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

N° 35925 modificatif

ARRÊTÉ du

13 NOV. 2017

Autorisant le GIE RISILE à exploiter une station collective de traitement de lisier par voie biologique à MONTAUBAN DE BRETAGNE.

VU la directive du conseil n° 91.676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;

VU le Code de l'Environnement, notamment son titre 1^{er} du livre V et la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le décret 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le décret n°2011-63 du 17 janvier 2011 relatif au regroupement et à la modernisation de certaines installations classées d'élevage ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 établissant le programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 2015 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015, relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur ;

VU l'arrêté préfectoral n° 35925 délivré le 30 juin 2006, modifié les 18 décembre 2007 et 14 février 2014, autorisant le GIE SIRIEL à exploiter une station de traitement de lisier au lieu-dit « la Ville aux Roux » à 35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE ;

VU le récépissé de déclaration de succession n° 37446 du 06 juin 2008 par lequel le GIE RISILE succède au GIE SIRIEL ;

VU la demande en date du 13 octobre 2017 de modification de l'arrêté d'autorisation n°35925 délivré le 30 juin 2006, modifié les 18 décembre 2007 et 14 février 2014 ;

CONSIDÉRANT que la rubrique n° 3710 – traitement des eaux résiduaires – ne concerne pas le GIE RISILE ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

Article 1er – L'article 1^{er} de l'arrêté n° 35925 du 30 juin 2006, modifié les 18 décembre 2007 et 14 février 2014, est modifié comme suit :

Le GIE RISILE dont le siège social est situé au lieu-dit « la Ville aux Roux » à MONTAUBAN DE BRETAGNE est autorisé à exploiter à cette adresse une station collective de traitement de lisier par voie biologique, classée sous les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

RUBRIQUE	ACTIVITÉ	CAPACITÉ MINIMALE	CLASSEMENT
2751	Station d'épuration collective de déjections animales	82,05 m ³ /j de lisier entrant dans la station	Autorisation
2170-2	Engrais et supports de culture La capacité de production est supérieure à 1 T/j et inférieure à 10 T/j	9,2 T/j de co-produits composté	Déclaration

LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de MONTAUBAN DE BRETAGNE.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Denis OLAGNON